# CRÉATION D'UN RÉSEAU D'ACTIONS POUR LA SÉCURISATION DE L'EMPLOI (RAPSE)

***Le Parti communiste français a annoncé il y a quelques semaines par la voix de Marie-George Buffet la création, à l'initiative de dirigeants, militants et élus communistes, d'un réseau national d'aide pour la sécurisation de l'emploi (RAPSE) Il s'agit d'un acte politique fort pour aider à organiser des initiatives d'action très rassembleuses dans les régions et convergeant vers une mobilisation nationale pour l'emploi. Il se donne comme objectif, à partir des luttes en cours et des exigences qui montent du terrain, d'intervenir pour investir les chantiers concrets d'un nouveau système social en reliant objectifs, moyens financiers et pouvoirs.***

La droite se glorifie d'un recul du nombre des chômeurs officiels, mais la situation n'a jamais été aussi dégradée pour les salariés et leur famille. Son bilan en termes de créations d'emploi dans les entreprises privées est quasi-nul, l'emploi industriel recule de mois en mois, la précarité se développe et la pauvreté explose,...). Quant aux mesures décidées par le gouvernement, soi-disant pour faire face à ce défi, elles sont ultra réactionnaires et de nature à aggraver encore le précarité et la crise actuelle de l'emploi (culpabilisation des chômeurs, allongement du temps de travail, pression sur les coûts salariaux, amplification des exonérations de charges sociales, mise en opposition des générations et précarisation accrue et généralisée à partir des jeunes, abaissement de l'âge de l'apprentissage permettant le travail des enfants dès 14 ans et même la nuit, …). Ainsi avec le CPE la droite prend argument de la situation désastreuse des jeunes en France vis à vis de l'emploi pour justifier l'élargissement du CNE, et de ses deux années de mise à l'essai des salariés concernés, à toutes les entreprises, mais ciblé sur les jeunes de moins de 25 ans. Elle donne l'occasion aux entreprises de renouveler la pyramide des âges en baissant le coût du travail, et sans avoir à créer massivement de nouveaux emplois, ni faire de gros efforts de formation. Les jeunes embauchés en CPE iront ainsi remplacer des adultes en CDI partant en retraite. Elle veut aussi construire, avec éventuellement un nouveau contrat unique précarisé, un nouveau salariat appelé à connaître la précarité tout au long de la vie, au lieu d'être sécurisé grâce au droit à la formation tout au long de la vie, débouchant sur de meilleurs emplois, accompagnant un renouvellement constant de la structure des emplois stables et correctement rémunérés. Le thème de la sécurisation des parcours professionnels est repris par tous les syndicats , les partis de gauche et le gouvernement lui-même. Ainsi le patronat et la droite, qui tentent de faire illusion en faisant assaut de démagogie et en parlant de la "sécurité sociale professionnelle", cherchent à intégrer les salariés (avec notamment les contrats de transition) De son côté, le parti socialiste est en difficulté face au défi de la droite alors même qu'il cherche une nouvelle posture en gauchisant son discours. Aujourd'hui il entend utiliser à fond la mobilisation contre le CPE pour la récupérer en avançant l'idée d'un nouveau contrat à durée indéterminée pour les jeunes de moins de 25 ans peu qualifiés, mais en gardant le principe de baisse du coût du travail et sans toucher ni aux institutions actuelles du marché du travail, ni aux gestions d'entreprise et au crédit,. Ses propositions restent installées dans une logique sociale libérale de correction étatiste du marché du travail et de baisse du coût du travail, tout en refusant pour l'heure de responsabiliser les entreprises et les banques et de concevoir une construction européenne alternative. Cela renvoie d'ailleurs au consensus avec la droite sur la compétitivité et l'attractivité des territoires. Dans les régions cette attitude peut être plus difficile à tenir pour lui si se développent les efforts des communistes pour créer des fonds régionaux pour l'emploi ou mettre en place des commissions de contrôle des fonds publics attribués aux entreprises Du côté de l'extrême gauche, l'heure n'est toujours pas à la construction de contre propositions mobilisatrices et d'un projet radical et réaliste, rassembleur à gauche.

## Objectifs du RAPSE :

Face à cela, il s'agit, outre de soutenir les luttes syndicales et d'organisations de jeunes ou de chômeurs:

- de développer des **initiatives politiques rassembleuses** sur les chantiers de la sécurité d'emploi et de formation, avec l'avancée de la thématique de la sécurisation des parcours professionnels et aussi des emplois des jeunes.
- de mettre au centre de la bataille la question de la **responsabilisation sociale des entreprises**, l'exigence de nouvelles liaisons **banque - entreprise et entreprise - territoire**, favorables à l'emploi et qualification, avec de nouveaux pouvoirs des salariés.
- De faire de **l'entreprise une question du débat politique à gauche** alors qu'aujourd'hui celle-ci en est écartée, le parti socialiste refusant de toucher à l'économie de marché tout en prétendant protéger la société du marché;
- de favoriser le **rassemblement avec les syndicats, associations, élus,**
- d'organiser le **partage d'expériences** grâce à une liaison permanente,
- de donner accès à des **informations utiles aux fédérations** pour le traitement des problèmes rencontrés dans les luttes sur l'emploi et concernant les entreprises
- d'aider à affronter les **questions techniques**, mais de portée politique (questions financières ou juridiques),
- de **mieux utiliser et coordonner les leviers disponibles** (presse communiste, ouverture d'un site du Rapse, bulletin de liaison,...) pour le développement des luttes et leur politisation, leur popularisation et leur valorisation, le lien entre batailles de terrain et batailles dans les institutions. ■

## Contact RAPSE :

**Alain Morin : 01.40.40.13.83/amorin@economie-politique.org**

**Collectif d'animation du RAPSE :** BOCCARA Paul , CANDELA Patrick Syndicaliste Nestlé, Marseille, CHICOTE Sylvian, Inspecteur du travail, CHASSAIGNE André, Député, CULIE Marie Claire, responsable PCF (services publics, DIMICOLI Yves, économiste, DIRINGER Jean François, syndicaliste, Cadre bancaire, DUFFOUR Michel, président Conseil National du PCF, FERNANDEZ Gaétan responsable PCF aux Entreprises (Bouches du Rhône), GOMEZ Manuela, responsable du Pôle aménagement du territoire du PCF, , LARIDAN Claude Expert économique auprès des entreprises et des Comités d'entreprise., LEGOFF Martine syndicaliste chaussures Jourdan (Romans), LOUAIRE Martine, MIZOULE Jacques Vice Président du Conseil Régional d'Auvergne chargé de l'emploi, MORIN Alain, Economie et Politique, MUZEAU Rolland Sénateur, OBADIA Alain Responsable du Pôle emploi du PCF, PAUL Daniel Député, PUTHOD Christiane Vice Présidente à l'emploi du conseil régional Rhône Alpes, RIVAULT Eric Syndicaliste Michelin Poitiers, SHEEHAN Richard : responsable de l'activité PCF sur les lieux de travail, YOUDOUM Jean.